

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48883

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

cordé et surtout pour signaler à côté des manifestations parfois attardées mais parfois nouvelles d'impérialismes anciens, espagnol ou portugais, la place dans cette course aux colonies d'autres pays comme l'Italie, la dernière venue, mais surtout des pays dont l'impérialisme colonial, pour s'exercer le long des frontières continentales n'est pas moins caractéristique de la volonté de puissance, de l'Empire ottoman en Afrique ou de la Russie en Asie où les territoires alors conquis au Turkestan attestent la persistance des acquis de la colonisation impérialiste au pays même qui la condamne le plus.

Jean VIDALENC, Rouen

Hans-Jürgen PUHLE, *Politische Agrarbewegungen in kapitalistischen Industriegesellschaften*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1975, 496 p. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft 16).

M. Hans-Jürgen Puhle s'était fait connaître par une solide monographie consacrée au *Bund der Landwirte*, la puissante organisation agrarienne de l'Est prussien au temps du Second Reich (*Agrarische Interessenpolitik und preußischer Konservatismus im wilhelminischen Reich 1893-1914*, Hannover, 1967). Dans ce nouveau volume aux perspectives plus larges, il reprend le problème des relations des organisations agricoles et du pouvoir politique, l'étudiant successivement en Allemagne, aux Etats Unis et en France. Maîtrisant une bibliographie considérable, il fournit une excellente mise au point qu'on consultera toujours avec profit; il rassemble en outre commodément en annexe une riche série de tableaux statistiques et quelques cartes. Mais il donne aussi sur bien des points un intéressant apport personnel.

Dans le cas de l'Allemagne, l'auteur souligne à juste titre le contraste entre la forte persistance des structures sociales et politiques traditionnelles et l'évolution accélérée des rapports de production dans le sens capitaliste, pour l'agriculture comme pour l'industrie. Dans cette situation, les organisations agricoles nées à la fin du XIXe Siècle combinent la défense vigoureuse de leurs revendications matérielles avec le strict respect des hiérarchies établies. Il en est ainsi, avec une continuité remarquable, sous Guillaume II, pendant la guerre et aussi pendant la République de Weimar. Les habitudes ainsi prises conduisent à l'imprégnation des forces agrariennes par le national-socialisme à la veille de 1933 et à leur absorption rapide dans le *Reichsnährstand* quand Hitler prend le pouvoir. Cependant le désastre de 1945 introduit des conditions nouvelles, à la fois parce qu'il crée une rupture idéologique et parce qu'il entraîne le remodelage de l'Etat allemand privé de la vieille Prusse. Dans les territoires de la République fédérale, plus égalitaires et moins marqués par l'esprit de l'*Obrigkeit*, le *Deutscher Bauernverband (D B V)* développe alors un syndicalisme d'intérêts, tout différent quoique fort actif, d'orientation socialement conservatrice mais ni réactionnaire ni pseudo-révolutionnaire.

En ce qui concerne les Etats-Unis, M. Puhle considère le *New Deal* comme la période-charnière. Avant cette époque, les *farmers* se montrent beaucoup plus contestataires que les ouvriers, lançant, en vagues successives des mouvements »radicaux« (au sens fort du terme). A la fin du XIXe siècle, c'est le grand courant du populisme, aux

composantes complexes. S'il échoue à l'élection présidentielle de 1896, il est relayé par le progressisme, qui impose une série de réformes importantes après la première élection de Wilson. Le *New Deal*, affronté à une crise sans précédent, multiplie les initiatives dans le domaine agricole. L'auteur en démêle avec bonheur les inspirations diverses et souvent contradictoires: notamment l'action pour l'organisation des marchés avec l'appui des gros exploitants et celle pour l'assistance aux familles rurales les plus pauvres. Il montre ensuite, avec plus de netteté que ses prédécesseurs, comment les *farmers* abandonnent «la coalition Roosevelt» (où ils avaient rejoint les bastions démocrates du Sud et les masses populaires des grandes villes): de 1936 à 1952 selon les Etats mais par un glissement de fond, où fait seule exception le scrutin de 1964. Les initiatives protestataires ne suscitent désormais plus guère d'adhésion dans les campagnes, la mentalité dominante est un conservatisme, dont le porte-parole privilégié est l'*American Farm Bureau Federation*. L'auteur insiste sur l'action de cette organisation, avec un accent souvent très critique.

L'exemple français est examiné plus brièvement, afin de fournir un élément complémentaire de comparaison. Passons sur quelques formulations discutables: la présentation du *P.S.F.* comme un rassemblement de «déclassés», le rattachement du Nord-Est à la zone de grandes exploitations Nord-Bassin Parisien, l'affirmation que *F. N. S. E. A.* et *C. N. J. A.* auraient pris position en 1965 contre la réélection du général de Gaulle. Dans l'ensemble l'exposé est ici aussi bien informé et il est fort intéressant de voir ce qui retient l'attention d'un observateur étranger dans notre histoire nationale. Le fait essentiel à ses yeux est «le retard de développement» qui lui paraît définir les structures de l'économie française, et notamment de l'agriculture, jusque vers 1958. Il le relie à l'option faite en faveur du protectionnisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et juge que, malgré des modifications formelles, le réseau des organisations professionnelles est demeuré constamment inspiré par une tradition conservatrice. Ces vues mériteraient sans doute d'être quelque peu nuancées. L'auteur porte par exemple une appréciation dédaigneuse sur les caisses de crédit agricole, dont l'activité a cependant pris une réelle ampleur après 1920. Surtout s'il souligne exactement les changements intervenus depuis 1960, il nous paraît sous-estimer l'importance des années 1935-1940 dans la chronologie de l'agrarisme français. Une équipe nouvelle, plus proche des exploitants, remplace à cette époque les notables prépondérants à l'origine: si le rôle du doctrinaire corporatiste Louis Salleron s'achève en 1944, le leader syndicaliste René Blondelle comme l'expert spécialisé du blé Pierre Hallé exercent une fonction dirigeante pendant une trentaine d'années dans un esprit plus attentif aux données économiques. Nous adhérons pleinement en revanche à la fine analyse qui est présentée de la tension caractéristique entre l'action permanente des grandes organisations, groupes de pression sur le pouvoir, et les poussées intermittentes, de protestation paysanne à base, le plus souvent localisées dans certaines régions.

Le point de vue comparatif fait ressortir certaines données communes: dans les trois pays, l'évolution a mis en place ce que l'auteur appelle «le capitalisme organisé». Ce régime associe l'initiative des entreprises privées à une intervention accrue de l'Etat et il exerce une fonction intégratrice des tensions sociales. A certains égards le secteur agricole, où la réglementation a pris une ampleur étendue, paraît en avance dans cette mutation. Il existe cependant des décalages dans le temps: la période décisive se place

en Allemagne de 1880 à 1920, aux Etats Unis de 1900 à 1935, en France seulement après le Seconde Guerre Mondiale. Mais l'originalité de chaque situation nationale ne se limite pas à celà. M. Puhle prend notamment quelque distance envers les thèses suggestives mais un peu systématiques de l'Américain Barrington MOORE, selon lesquelles »la réaction qu'opposèrent les aristocraties foncières et les classes paysannes au défi que leur lançait l'agriculture commerciale joua un rôle décisif dans l'issue politique finale« (Les origines sociales de la dictature et de la démocratie, édition française, Maspero, 1969, p. 12). S'il attribue à l'agrarisme réactionnaire du *Bund der Landwirte* des tendances »préfascistes«, il considère qu'il s'agit d'une »déviation«, non nécessaire, et lui oppose les modèles politiques différents observés aux Etats Unis et en France. On conclura donc en écartant avec l'auteur les liaisons trop simples entre le jeu des forces sociales et le plan de la vie publique.

Pierre BARRAL, Nancy

Peter GRUPP, *Theorie der Kolonialexpansion und Methoden der imperialistischen Außenpolitik bei Gabriel Hanotaux*, Bern/Frankfurt (Herbert Lang/Peter Lang) 1972, 218 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III/15).

Après les ouvrages de ANDREW sur Delcassé et de SIEBERG sur Eugène Etienne, parus l'un et l'autre en 1968, celui de Peter Grupp sur Hanotaux complète heureusement notre connaissance, renouvelée par l'exploitation des archives du Quai d'Orsay, de la politique étrangère de la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteur utilise principalement d'une part les écrits de Hanotaux – en annexe figure une très utile liste chronologique de ses nombreux ouvrages et articles de revue –, d'autre part les archives du Quai d'Orsay, notamment le riche fonds »Papiers Hanotaux« qu'il est le premier à avoir exploité systématiquement, ainsi que les archives de la famille de Boisdeffre. La bibliographie, arrêtée à 1969, recense toutes les publications importantes à cette date. Fondé sur une documentation très solide, souvent originale, mesuré dans ses jugements avancés au terme d'une analyse serrée guidée par un esprit critique toujours en éveil, le travail de Peter Grupp constitue un apport important. Nous en retiendrons les deux aspects majeurs: d'une part la personnalité de Hanotaux, ses conceptions en politique étrangère; d'autre part l'étude minutieuse de la manière dont il conduisit l'exécution de son grand dessein: tenter de rouvrir la question d'Egypte.

Parmi les ministres des Affaires étrangères de la Troisième République Hanotaux occupe une place originale: ce n'est pas un parlementaire – il n'a siégé à la Chambre que de 1886 à 1889 – mais un »professionnel«, qui a occupé divers postes à l'étranger et au Quai d'Orsay, doublé d'un historien-publiciste qui s'est assigné une mission patriotique: exalter le passé de la France pour redonner aux Français confiance dans l'avenir de leur patrie. Diplomate de carrière, Hanotaux considère la politique étrangère comme un domaine réservé aux experts, soustrait aux influences des partis et au jeu parlementaire pour le quel il n'a que mépris; il élabore et conduit sa politique avec un petit groupe de spécialistes, hauts fonctionnaires et ambassadeurs, qui partagent sa conception patriarcale et autoritaire de l'Etat.